

POLITIQUE, LITTÉRATURE, SCIENCES, INDUSTRIE

INSERTIONS.

annonces, la ligne, 20 c. Réclamés, 30. Faits divers, 75

RESERVES SONT FAITES Du droit de refuser la publication des insertions, reçues et même payées, sans restitution dans ce dernier cas. Et du droit de modifier la rédaction des annonces. Les articles communiqués doivent être remis au bureau du journal la veille de la reproduction, avant midi. Les manuscrits déposés ne sont pas rendus.

On s'abonne :

A PARIS, Chez M. HAVAS-LAFITTE et C^{ie}, Place de la Bourse, 8.

L'ECHO SAUMUROIS

JOURNAL D'ANNONCES JUDICIAIRES ET AVIS DIVERS

BUREAU : PLACE DU MARCHÉ-NOIR.

Paraissant tous les jours, le dimanche excepté.

Les abonnements de trois mois pourront être payés en timbres-poste de 25 cent., envoyés dans une lettre affranchie.

ABONNEMENT.

Sauumur : Un an, 30 fr. Six mois, 16. Trois mois, 8.

Poste :

Un an, 35 fr. Six mois, 18. Trois mois, 10.

On s'abonne :

A SAUMUR, Chez tous les Libraires ; A PARIS, Chez M. HAVAS-LAFITTE et C^{ie}, Place de la Bourse, 8. A EWIG, Rue Fiechter, 2.

L'abonnement continue jusqu'à réception d'un avis contraire. — L'abonnement doit être payé d'avance.

SAUMUR,

20 Juillet 1878.

Bulletin politique.

Les remueurs d'idées de l'école de Girardin ont découvert une singulière preuve de la considération dont la France jouit à l'étranger et de sa prospérité intérieure : « La France républicaine, nous disent-ils, est non-seulement considérée, mais redoutée; nous n'en voulons pour preuve que le statu quo sur le pied de guerre de l'Allemagne et le formidable armement de ses frontières... Quant à sa prospérité intérieure, niée par la réaction, nous ne sachions pas que le nécessaire ait jamais manqué, et les merveilles de notre Exposition devraient suffire pour prouver à des gens de bonne foi que la République a non-seulement le nécessaire, mais encore le superflu. »

L'argumentation laisse à désirer. Le maintien de l'armée allemande sur le pied de guerre, dans les circonstances présentes, prouverait tout au plus que nos voisins, nous ne pouvons plus dire d'Outre-Rhin, ont pour nous l'estime que le roulier porte à la victime qu'il s'apprête à détrousser. Il n'y a pas là sujet de nous glorifier, et le lendemain du Congrès de Berlin est un moment mal choisi pour parler de la considération dont la France jouit dans le concert européen.

En ce qui concerne notre situation intérieure, est-il bien vrai que nous ayons ce nécessaire qu'on fait sonner si haut ?

S'il existe réellement, pourquoi ces faillites innombrables, pourquoi ces grèves, ces abandons des hauts-fourneaux qui désolent en ce moment les bassins houillers du Nord ; pourquoi ces bandes menaçantes dans les campagnes, pourquoi cette dépréciation chaque jour plus accentuée sur la valeur vénale des établissements industriels ?

— Mais, nous dit-on, voyez la propriété

foncière : — Soit ! voyons : Les denrées agricoles et le bétail ont conservé des prix élevés, par suite de la destruction de toutes nos réserves après la guerre et en ce moment à cause de l'affluence passagère des étrangers ; mais, par contre, la valeur vénale des immeubles a baissé du cinquième au sixième pour les terrains et les maisons des grandes villes, et du dixième en moyenne pour les immeubles ruraux. Il est devenu très-difficile de vendre des propriétés de quelque étendue. Quant à l'élévation du prix des denrées et bétail, elle profite, il est vrai, à certaines fractions de la population, mais au détriment de certaines autres fractions, pour lesquelles la vie matérielle devient presque impossible.

En revanche, nous avons les merveilles de l'Exposition ! Soit encore. Mais pourquoi les exposants se plaignent-ils ? pourquoi n'achète-t-on pas ces merveilles ?

Le gastronome, assis devant une table bien servie, ne comprend pas qu'il y ait des gens qui puissent mourir de faim. M. de Girardin et Gambetta ressemblent à ce gastronome. Devant leurs coffres, prudemment bourrés de valeurs étrangères, en suivant nonchalamment la fumée de « leurs cigares exquis », ils voient ou feignent de voir un Eldorado dans chaque maison de la République.

La réalité, hélas ! est loin du rêve ! Cette réalité, c'est que notre richesse aussi bien que notre considération extérieure sont détruites, c'est que notre aisance a disparu avec la confiance ; c'est que, d'après les chiffres relevés au tableau publié par le Journal officiel, l'excédant des importations sur les exportations a été, dans le premier trimestre de 1878, de 521 millions ; c'est que le travail national est gravement atteint dans ses deux moteurs : le capital et le crédit.

Un financier en renom, qui, croyons-nous, est resté au-dessous de la vérité, évaluait dernièrement à 25 milliards la diminution de l'avoir national de la France. C'est une somme, et les cigares exquis coûtent gros.

— On peut répondre que le retour du crédit

et de la confiance relèverait immédiatement le prix des propriétés foncières et industrielles. Mais cette heureuse réaction ne paraît pas devoir s'accomplir sous la République du jour. Faut-il mieux espérer de celle de demain, que les orateurs du banquet de Saint-Mandé nous annonçaient dimanche en ces termes : « Nous sommes de ceux qui ne repoussent la justification et la responsabilité d'aucune exécution populaire, pas même celles des otages ? »

Nous ne le croyons pas.

Si donc, comme le prétend M. de Girardin, les Prussiens ne s'arment de pied en cap que parce qu'ils craignent notre influence extérieure et notre prospérité intérieure, il faut convenir qu'ils dépensent bien stérilement leur ou pour mieux dire notre argent en canons, fusils et soldats.

Pour avoir raison de la France, M. de Girardin, Gambetta et autres hommes et systèmes de révolution leur sont plus profitables que les krupps les plus meurtriers !

Gr...

CONVOCATION DES CHAMBRES. — DISSIDENTS MINISTÉRIELS.

La politique de M. Waddington a été loin d'avoir, jeudi, au conseil des ministres, l'assentiment de tous ses collègues ; les divergences ont été telles que le conseil a décidé de convoquer pour le 1^{er} août les Chambres, afin de discuter la ratification du traité de Berlin. M. Waddington, en déposant sur le bureau de la Chambre le traité, expliquera sa conduite, sa politique et même ses espérances. Nous doutons qu'il obtienne un bill d'indemnité.

On lit dans le *Moniteur universel* :

« Les « satisfactions » annoncées par le National et qui devaient être « de nature à calmer l'émotion causée par la publication du traité du 4 juin » se font un peu attendre. On avait parlé de la Palestine, de la Tunisie, que savons-nous encore ? Serait-ce que les « satisfactions » annoncées sont de nature à

n'être pas divulguées sur-le-champ ? M. de Bismark aurait-il chuchoté quelque secret à l'oreille de notre ministre des affaires étrangères et la discrétion diplomatique contraindrait-elle ce dernier à garder le silence pendant quelque temps encore ? Nous le regretterions vivement, car la note du National a excité une attente, éveillée des espérances qu'il serait patriotique de satisfaire. »

Un orchestre venu de Londres donne au Trocadéro des concerts de musique anglaise. Le premier concert a eu lieu, le 16 juillet, en présence du prince de Galles.

A l'arrivée du prince, l'Orchestre et les chanteurs ont entonné le chant national *God, save the Queen*.

A la fin du concert, le même chant a été exécuté par toutes les voix et par tous les instruments, y compris l'orgue. L'assemblée entière s'est levée pour entendre l'hymne national de l'Angleterre.

Rien de « la Marseillaise. » Pas de « sang impur, » pas « d'étendard sanglant, » pas de soldats qui « mugissent » et qui « égorgent. » *God, save the Queen ! « Dieu, conservez la reine ! »* Une prière, voilà le chant national.

CORRESPONDANCE PARTICULIÈRE DE L'ECHO SAUMUROIS.

Londres, 17 juillet 1878.

Je me permets de vous dire que la fameuse réception faite à lord Beaconsfield a été un autre coup de théâtre organisé pour impressionner les masses, mais au fond la majorité est furieuse. D'abord, on a beau lire et relire le traité, personne ne le comprend. La dépêche explicative de lord Salisbury est considérée comme un article de journal très-bien fait, mais non pas comme un document diplomatique. Prétendre que tout est pour le mieux dans le meilleur des Congrès possibles est le comble de l'inanité ; parler de Bourgas comme si ce port pouvait jamais être une compensation pour la perte

Feuilleton de l'Echo Saumurois.

HANS BERNER ET SES FILS

SCÈNES BERNOISES.

(Suite et fin.)

Hans Berner, grand et fort, calme et grave, était debout : ils comprit à son attitude et à sa physiognomie qu'ils n'avaient pas devant eux seulement un boucher et un conseiller, mais un homme qui sentait lui-même qu'il en était un.

Ils commencèrent à trembler.

Le père les regardait sévèrement, mais, il faut bien l'avouer, il ne pouvait presque retenir ses larmes en voyant devant lui, semblables à des écoliers honteux, ses fils qui allaient bientôt devenir des hommes ; cependant il se maîtrisa, se recueillit, de manière à écarter de lui à la fois la colère et la faiblesse, et il leur dit :

— Ce que je présentais depuis longtemps, je l'ai vu et je l'ai entendu hier. Maintenant je sais ce que vous faites et ce que vous pensez.

Nous avons, votre mère et moi, des motifs suffisants de pleurer jusqu'à ce que les yeux nous sortent de la tête : notre devoir est de vous chasser.

Ce que vous avez le malheur d'avoir dans l'esprit contre nous, vous le savez ; mais où vous condui-t une vie pareille, vous ne le savez certainement pas : nous, nous le savons.

Vous allez droit dans une voie que les hommes maudissent et que Dieu condamne ; car celui qui souhaite la mort de ses père et mère n'a plus de cœur pour aimer les hommes et plus de raison pour craindre Dieu.

Cependant, songez à ceci : nous sommes encore vivants, et notre fortune est à nous ; c'est nous qui l'avons gagnée, et nous pouvons en disposer. Nous ne voulons pas que notre fortune tombe dans des mains telles que sont aujourd'hui les vôtres.

Je ne suis qu'un boucher, et j'ai fréquenté peu de temps l'école ; mais j'ai passé bien des soirées à faire la lecture, tandis que vous, qui avez dépensé tant d'argent pour vous instruire, je ne vous ai jamais vu, depuis que vous êtes sortis de l'école, un livre dans les mains ; vous perdez vos heures du soir dans de vaines dissipations.

Eh bien ! moi, moi, qui ne suis qu'un ignorant, je vous dirai pourtant une des choses que j'ai apprises.

J'ai lu une fois, dans un des gros livres que voilà, l'histoire d'un chevalier qui, par sa bravoure, était

devenu riche et considéré dans tout le pays où il vivait. Il construisit au-dessus de la ville de Brugg un château comme on n'en voyait aucun autre dans tous les environs, et qu'on appela Besserstein, et ce château était si fort que personne n'était assez puissant pour le prendre.

Or, ce chevalier avait deux fils qui se réjouissaient par avance de la mort de leur père, et qui calculaient quelle grande vie ils mèneraient plus tard du haut de leur château imprenable, en ravageant la contrée et pillant leurs voisins.

Le père, ayant appris cela, les fit venir devant lui et leur dit : — Mes chers fils, j'ai bâti ce château pour la sûreté de ma maison et le bien de tous ceux qui m'entourent. Mais je viens d'apprendre vos projets, et je n'entends pas que le pays ait à souffrir de ma maison, ni être, moi, la cause des maux auxquels il sera exposé.

Et alors il contraignit ses deux fils à mettre de leurs propres mains le feu au château, afin qu'il fût brûlé et ne pût pas servir à leurs méchants projets.

Hier, comme je revenais ici, cette histoire s'est représentée à ma pensée, et bien que je ne sois pas chevalier, bien que je n'aie pas bâti de château, j'ai compris qu'il y avait là une leçon dont je devais faire mon profit, à savoir : Ce que les parents ont gagné, grâce à la bénédiction de Dieu, ils doivent l'anéantir plutôt que de le laisser devenir une occasion de méfaits dans les mains de leurs en-

fants.

Cependant, écoutez-moi. Avant d'imiter ce chevalier, nous voulons essayer, avec l'aide de Dieu, de vous changer et de purifier vos cœurs. Nous voulons éprouver si vous êtes encore capables de vous corriger et de vous repentir. Si vous y consentez et si l'épreuve réussit, tant mieux ! vous redeviendrez alors nos chers enfants, et nous pourrions espérer que vous ferez honneur à notre souvenir et que vous ne flétrirez pas notre nom. Si, au contraire, vous vous y refusez, nous nous arrangerons de manière à garantir nous-mêmes notre mémoire, et nous essayerons d'oublier que nous avons eu des enfants.

Maintenant, réfléchissez. J'attends votre réponse d'ici à trois jours. Seulement, croyez bien que quand une fois Hans Berner ouvre les yeux, on ne se joue plus de lui comme d'un aveugle ; qui l'a trompé une fois ne le trompe pas deux ; et que, quand il a pris une résolution, on ne l'en fait pas changer. Je tiens à vous prouver que je suis Hans Berner, non-seulement à la boucherie et à l'Hôtel de ville, mais aussi chez moi.

Songez-y : vous ne pouvez rien, vous n'êtes rien ; vous n'êtes pas capables de gagner pendant huit jours votre pain honorablement. Retirez-vous. Le troisième jour après celui-ci, revenez si cela vous plaît. J'écouterai votre réponse. Ce que je déciderai alors, je le tiendrai. J'ajoute un seul

de Batoum, semble un enfantillage. Puis vient l'éternelle question : où est le *Mémorandum* Schouvaloff-Salisbury ? Le chancelier de l'échiquier a dit que le projet inséré dans le *Globe* était incomplet et, par conséquent, incorrect. Eh bien ! alors, où est le *Mémorandum* complet et correct, et pourquoi n'a-t-il pas été encore publié ? Charles Marvin, le commis indiscret, a été renvoyé des fins de la plainte parce qu'il a été prouvé que tout le monde au Foreign-Office s'imaginait de très-bonne foi que le projet serait communiqué le lendemain aux journaux. Ce diplomate en herbe ne doit pas être mécontent de son sort. Un grand nombre de Tories lui savent gré de son indiscretion. Sans lui, le *Mémorandum* n'aurait jamais été communiqué et l'histoire du Congrès de Berlin resterait un mystère. On a fait à ce jeune journaliste une belle position au *Globe*. — Autre sujet de mécontentement (je choisis, car ils sont très-nombreux). Où est le protocole, et y a-t-il, oui ou non, une commission financière de détenteurs de bonne foi chargée de régler la dette extérieure de la Turquie ? On compte environ 132 membres du Parlement qui sont créanciers ; ceux-là, je vous l'affirme, sont exaspérés. « Si on se moque de nous, disent-ils, nous demanderons que Musurus Pacha soit mis à l'index, comme représentant un gouvernement banqueroutier. »

La reine n'est pas plus contente qu'il ne faut. Sans doute, elle accordera quelques honneurs à lord Beaconsfield, mais la souveraine ne se fait aucune illusion sur la valeur de la paix.

Comme on pourrait penser que cette lettre est exagérée, je vous envoie la mise en accusation de lord Beaconsfield (*Impeachment of lord Beaconsfield*) demandée non point par les libéraux, mais par la crème des Tories, par les hommes mêmes qui ont élevé lord Beaconsfield au pouvoir.

On est unanime sur un point, c'est que la guerre orientale recommencera dans très-peu de temps.

Les ministériels se sentent tellement faibles aujourd'hui, qu'ils supplient leurs amis de voter encore pour le gouvernement, car, disent-ils, « si vous renvoyez lord Beaconsfield, vous tomberez dans Gladstone, et ce sera bien plus affreux. » — Triste perspective !

Voici copie du bulletin qui a été distribué au Parlement anglais, traduit de l'original que nous avons reçu :

MISE EN ACCUSATION DE LORD BEACONSFIELD.

A toutes les conférences des comités des affaires étrangères qui se tiennent respectivement à Manchester en Highbly, le 21 juillet 1878, la résolution suivante sera proposée :

Résolution.

Une pétition sera envoyée à la Chambre des communes pour qu'on lance la mise en accusation contre lord Beaconsfield sur les faits suivants :

Sa trahison et sa connivence avec la Russie par laquelle, en violant la loi des nations et la base des traités, il a fait la Grande-Bre-

mot ; dans cette grave affaire, Hans Berner et sa femme ne font qu'un.

Ainsi parla le père à ses fils. Chacune de ses paroles les écrasait comme si elle eût pesé mille quintaux.

Le troisième jour, ils reparurent haletants et tremblants, et dirent simplement : *Oui !* nous avons la volonté de nous soumettre.

Une épreuve des plus rudes commença ; elle finit par réussir.

Hans Berner et sa femme pourront fermer les yeux en paix. Ils ont aujourd'hui la conviction que leurs fils, corrigés et repentants, useront honnêtement ce qu'ils ont gagné, grâce à la bénédiction de Dieu.

(Magasin pittoresque.)

Le docteur B... rapportait, pour la troisième fois, à son tailleur, un habit qui n'allait pas bien.

— C'est intolérable, on ne saurait être plus absurde, s'écriait-il, cet habit ne va pas et voilà trois fois que je reviens.

— Ce n'est pas comme vos malades, lui répond le tailleur impatienté, ils ne reviennent jamais, eux.

tagne complice de la Russie, non-seulement pour sa conspiration pour arriver au partage de l'empire ottoman, mais encore pour arriver au partage de ses restes avec de perfides alliés.

Londres, 17 juillet.

Une ordonnance royale de la reine Victoria vient de créer *ducs* lord Beaconsfield et lord Salisbury.

LES MINES D'ANZIN.

La Compagnie des mines d'Anzin, qui fut fondée en 1734 par le vicomte Desaudrouin, est la plus importante concession houillère du bassin français. Son exploitation ne s'étend pas seulement sur le territoire d'Anzin ; il comprend encore ceux des communes de Saint-Wast-là-Haut, de Denain, d'Abscon, d'Escandain, de Somain, d'Escapont, de Fresnes, de Bruay et de Condé. La Compagnie d'Anzin exploite trois puits à Anzin même, trois à Saint-Wast, quatre à Denain, et nous ne parlons que des principaux. C'est assez dire que le nombre des ouvriers employés dans ces différents centres est considérable. La situation qui leur est faite est des meilleures. Chaque mineur habite une maison située dans des cités ouvrières connues sous le nom de *corrons*. Sa maison, pour laquelle il ne paie qu'un très-faible loyer à la Compagnie, se compose de deux pièces au rez-de-chaussée et deux pièces à l'étage supérieur, surmonté d'un grenier ; un petit jardin est attenant à chaque habitation, ainsi qu'un four banal où, à tour de rôle, on peut faire cuire le pain.

L'ouvrier du fond, c'est-à-dire celui employé à l'extraction du minerai, est payé à la pièce et tous les quinze jours. La quinzaine varie, suivant les époques et la facilité du travail, de 75 à 100 francs. De plus, la Compagnie donne à chacun de ses ouvriers du charbon de rebut, dit *l'escaillage*, qui brûle dans les larges foyers du pays. En outre, des sociétés de coopération pour les denrées, les vêtements et les fournitures de toutes sortes, fonctionnent depuis nombre d'années ; des écoles sont instituées pour les enfants ; les médecins et les médicaments sont accordés gratuitement ; une pension de cent francs est assurée aux vieux ouvriers.

Un directeur général, M. de Marcellis, est placé à la tête de cette vaste entreprise ; il rend ses comptes tous les trois mois à un conseil de régie dont M. Thiers était le président. Un magnifique hôtel, situé à Saint-Wast, reçoit les régisseurs ; un personnel nombreux est attaché à leur service. Inutile d'ajouter qu'un nombre considérable d'employés font partie de cette administration.

Détail à noter : la Compagnie possède un chemin de fer allant à la frontière belge et qui vient amorcer la ligne du Nord à Somain. Cette ligne, de Somain à Anzin, est la première qui, dans le pays, ait transporté des voyageurs. Ce chemin de fer, aujourd'hui *modernisé*, possédait des wagons de 3^e classe non couverts ; les signaux se faisaient au moyen d'un ballon rouge en osier, que l'on hissait ou descendait, selon que la voie était ou n'était pas libre. Aujourd'hui, tout est changé : les wagons sont confortables, et de magnifiques omnibus, comme ceux de Paris, font le service des gares.

Etranger.

GRAVITÉ DE LA SITUATION EN ITALIE.

On nous télégraphie de Rome, 18 juillet : « Une foule menaçante a cherché à envahir l'ambassade britannique, mais elle n'a pu réussir.

» L'ambassade est gardée par la force armée. Deux cuirassés anglais ont reçu l'ordre de l'amirauté d'appareiller immédiatement pour Civita-Vecchia.

» Le ministre de Grèce a été acclamé par le peuple.

» Le ministère Cairoli a offert sa démission au roi. Il y a en ce moment à Rome un grand nombre d'agents helléniques et polonais. Le gouvernement a télégraphié au cabinet de Saint-James pour déclarer que cette manifestation serait sévèrement réprimée, et que l'ambassadeur de la reine serait efficacement protégé. On attend le roi dont la popularité peut seule mettre fin à ces scènes regrettables de désordre. »

Nous empruntons à une correspondance de l'Union les lignes suivantes qui ne peuvent manquer d'intéresser le lecteur :

Vienne, le 14 juillet 1878.

Depuis que nous sommes en relations directes, je n'ai cessé de vous dire que la guerre turco-russe n'engendrerait pas une conflagration générale, parce que l'alliance des trois empereurs avait été conclue pour la prévenir, et que par conséquent un conflit austro-russe, à propos du Grand-Turc, ne pouvait pas avoir lieu. Me suis-je trompé ? Et pourtant j'avais contre moi l'opinion publique en France, en Autriche, en Hongrie et en Angleterre.

Le 2 décembre dernier, j'écrivais, à propos d'un article singulier de la *Gazette de Cologne*, que la Turquie et la Russie pourraient bien conclure une « paix séparée », si tel était leur bon plaisir, mais qu'un « Congrès seul » résoudrait les diverses questions renfermées dans la grande question d'Orient, et j'ajoutais que la paix ne se ferait nullement après la reddition ou la prise de Plewna, « mais durant l'hiver et de l'autre côté des Balkans ». Ai-je eu tort de parler avec une telle affirmation, affirmation déjà exprimée aussi clairement dans ma lettre du 26 novembre dernier ?

Deux jours auparavant, le 24 novembre, j'écrivais encore que « les Anglais ne tireraient pas un seul coup de canon pour défendre l'intégrité de l'empire ottoman », et depuis le traité de San-Stefano je n'ai cessé de vous dire et de vous démontrer qu'une guerre anglo-russe n'éclaterait pas en 1878, à propos des questions pendantes, parce que l'Angleterre ne défend en Orient que ses propres intérêts et non pas les intérêts divers des cabinets européens.

Toute l'Europe cependant affirmait le contraire. Et voilà aujourd'hui que l'Europe entière pense comme moi. L'Angleterre a profité des embarras de la France et de la nullité du cabinet de Versailles pour prendre sa part dans le festin oriental. Mais nous verrons un jour, peut-être fort prochain, qui rira le dernier ? Gibraltar, Malte et Chypre sont imprenables, je l'accorde, et si la République française n'est pas encore tout à fait idiote, elle doit savoir que l'Angleterre a un « talon d'Achille » tout aussi vulnérable que celui du héros grec. En dis assez pour être compris. Mais qui veut la fin veut les moyens.

Le 21 octobre 1877, répondant aux billeses d'un grand journal de Paris, j'écrivais qu'on avait tort en France de « rabaisser systématiquement la puissance de l'Autriche, parce qu'elle ne voulait point intervenir dans un formidable duel entre Photius et Mahomet », mais que, quoi qu'il arrivât, « la multiple question d'Orient ne serait point réglée ni sans l'Autriche ni contre l'Autriche ». Encore ici me suis-je trompé ? Mon seul mérite est d'avoir des yeux, des oreilles et un peu de bon sens, surtout en ce qui regarde l'alliance des trois empereurs.

En diverses lettres et pendant la guerre, je vous ai dit que « la Roumanie se battait sans but comme sans profit », qu'une triple alliance anglo-franco-autrichienne contre la Russie était une mystification ; que « le prince de Bismark ne voulait pas la guerre, et qu'il ferait tout pour l'éviter » ; enfin que « la question d'Orient ne serait point résolue cette fois, mais replâtrée ». Eh bien ! les événements ont-ils contredit mes affirmations, quoi que mille gazettes, aux quatre horizons du ciel, aient tous les jours affirmé le contraire ? C'est qu'on ne fait pas de la politique sérieuse sans avoir des preuves incontestables, ni avec des arguments ne reposant point sur des faits incontestés.

Pour moi, il y a trois choses indiscutables ; l'alliance des trois empereurs a une grande puissance pour le maintien de la paix ; M. de Bismark en a été le principal instigateur ; l'Allemagne, l'Autriche et la Russie ne la rompraient pas sans de très-graves motifs. Et j'ajouterai que la France n'a rien à craindre, tant que cette alliance existera, à moins que le *signor* Gambetta, devenu président de la République « aimable », ne fasse de la propagande révolutionnaire à l'extérieur. Oh ! dans ce cas, le gendarme allemand fonctionnerait. L'instruction du procès Nobiling a démontré au prince de Bismark que la démocratie a des foyers divers, mais une seule pensée, la chute de tous les *tyrans*. Aussi « l'opportunisme » du *signor* n'inspire pas une grande confiance au chancelier. C'est un habit d'arlequin politique, et pas autre chose.

Maintenant, revenons au Congrès, ou du moins aux conséquences inévitables du replâtrage oriental. Photius et Mahomet vont s'embrasser sur les deux joues ou sur la bouche, à la mode allemande ; très-bien, cela s'est vu à Gastein, en 1865. L'Au-

triche remplira sa mission de bon gendarme en Bosnie et en Herzégovine, mais avec un appareil militaire qui la fera chaudement acclamer par toutes les populations bosniaco-herzégoviennes ; et dans un an ou deux, elle dira comme le maréchal de Mac-Mahon à Malakoff : « J'y suis et j'y reste. » Ce n'est pas Stamboul qui la forcera à s'en aller. Y aura-t-il même alors un calife à Stamboul ? J'en doute. L'Angleterre fortifiera l'Ile de Chypre, administrera, civilisera les mahométans de l'Asie mineure pour la plus grande gloire de son continent. Mais quand s'en ira-t-elle ? C'est une question que le canon seul résoudra peut-être.

La Russie victorieuse entrera dans son « recueillement », mais tout en se préparant à de nouveaux combats. *Si vis pacem, para bellum*. Qui pourrait la blâmer ? Jusque-là tout va bien. On ne voit pas à cette heure le plus petit « point noir » dans l'horizon balkanique et oriental.

Mais Stamboul, Abdül-Hamid, ou tout autre calife, les mahométans de l'ex-empire turc, soltas, ulémas, pachas et populace, harem et sérail, subiront-ils doucement la suzeraineté et l'Angleterre, lorsqu'ils verront que leur empire n'est plus qu'une expression diplomatique, maintenant par courtoisie autant que par nécessité ? Et s'il se trouvait parmi eux un homme audacieux et populaire, qu'arriverait-il ? La guerre bien certainement, mais une guerre compliquée de révolution, c'est-à-dire la fin de l'empire de Mahomet en Orient, avec toutes les conséquences fort graves d'un partage inévitable ou d'une nouvelle monarchie à fonder.

Le Congrès de Berlin a dû prévoir cette éventualité, du moins *in petto*, comme disent les Italiens. Mais pouvait-il la conjurer ? Non. Et pourquoi ? Pour deux raisons fort simples, que chaque diplomate a senties en lui-même sans les communiquer à son voisin. D'abord, qui mettra à la place d'un calife ? Le Congrès avait trop de questions fort graves à résoudre pour oser aborder celle-là. Ensuite, un homme, une autorité puissante, ferme et conciliante tout à la fois, faisant la guerre pour une idée généreuse et non par esprit de conquête ou d'ambition, cet homme a manqué aux diplomates réunis à Berlin ; ils l'ont bien senti dans leurs conférences particulières, mais ils ne l'ont pas avoué publiquement. C'est le Roi de France montrant l'avenir au Congrès et lui proposant une œuvre de paix solide et durable. Voilà pourquoi le traité de Berlin n'a été qu'un replâtrage, lorsqu'il fallait reconstruire un édifice nouveau.

Il ne faut pas en vouloir au Congrès à cause de son impuissance ; mais je dois avouer franchement qu'il a préparé le terrain pour de futurs combats avec l'intention fort sage de les empêcher actuellement, peut-être pour avoir la main libre contre la Révolution. Et croyez bien que je n'exprime pas un sentiment personnel, mais une incontestable vérité.

Chronique militaire.

M. Robert d'Orléans, duc de Chartres, est nommé colonel du 42^e régiment de chasseurs, en remplacement de M. de la Forle, nommé général de brigade.

Le colonel de Castex, chef d'état-major de la 21^e division d'infanterie, vient d'être nommé à Paris comme chef d'état-major de la 9^e division.

Le passage à Nantes du colonel de Castex a été surtout marqué par l'incident *Marceau* au théâtre de la Renaissance, qui lui a valu des éloges du parti conservateur et les récriminations si vives des autorités préfectorales et municipales, et surtout du *Phare de la Loire*.

On avait parlé d'une punition, puis du renvoi du colonel ; aujourd'hui il est nommé à Paris ; c'est la plus grande marque de faveur qu'on pût lui donner.

Le général Borel est revenu de Bourges, convaincu, dit-on, qu'il fallait abandonner le camp d'Avor.

L'insalubrité, le mauvais état des baraques et principalement le manque d'eau auraient déterminé le ministre de la guerre à soumettre ce projet au gouvernement.

Avant cet hiver, les quelques troupes qui restent au camp seront envoyées dans diverses casernes de la Côte-d'Or.

A ce sujet, les *Tablettes d'un Spectateur* annoncent que « le ministre de la guerre a décidé la suppression du camp d'Avor pour cause d'insalubrité. »

